

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Renovons-les-passoires-energetiques>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°82 > **Rénovons les passoires énergétiques !**

8 septembre 2020

Rénovons les passoires énergétiques !

Entretien avec Danyel Dubreuil, coordinateur de la campagne pour le CLER Réseau pour la transition énergétique.



Bonjour Danyel, peux-tu nous présenter cette campagne et ses objectifs ?

Bonjour Anne-Lise. L'initiative Rénovons ! a été pensée par un collectif d'associations en 2015/2016 au moment de la Loi pour la transition énergétique et la croissance verte. La rénovation énergétique des logements est le principal levier d'économie d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre et de réduction de la précarité énergétique.

Il fallait changer de braquet sur la transition. Il fallait faire comprendre aux citoyens et aux décideurs que la rénovation énergétique était sous-investie et méconnue.

5,6 millions de ménages en précarité énergétique, 7,5 millions de passoires énergétiques soit 20% de la population française et la moitié du parc d'habitations.

Face à notre constat, le candidat élu proposait d'éradiquer les passoires énergétiques en 10 ans. Un objectif plutôt précis. Le Plan Climat a été adopté, puis un Plan d'investissement national fixant comme une priorité la rénovation énergétique des bâtiments et enfin un plan de rénovation énergétique censé guider l'action gouvernementale a été adopté. Aujourd'hui, le plan de rénovation doit être orienté vers les ménages précaires vivant dans des passoires énergétiques. C'est là que l'on dégagera les plus grands bénéfices collectifs et individuels.

Le Plan de rénovation énergétique des bâtiments a eu un an en avril 2019. Ce plan était-il assez ambitieux et où en sommes-nous aujourd'hui de sa mise en œuvre ?

Il faut dire qu'il n'y en avait jamais eu avant, son existence est un premier pas. Le plan rassemble les défaillances du système en termes de prise de décisions, de nature et d'organisation des aides publiques, de formation des artisans, de repérage des ménages en précarité énergétique... mais cette politique publique n'est pas assez ambitieuse. C'est largement en dessous de ce que la Loi de transition énergétique ou même la Programmation pluriannuelle de l'énergie nous imposent. Ce n'est pas cohérent et les budgets ne sont pas au rendez-vous.

Le Plan ne propose pas de solutions aux locataires alors qu'une grande partie des ménages en précarité énergétique est locataire. C'est tout à fait insatisfaisant. Le plan s'oriente vers des solutions à bas coût, à rentabilité immédiate. Un des artifices de communication du gouvernement est de ne plus comptabiliser les rénovations complètes mais les "gestes de rénovation". Un seul geste ne change rien ni pour le logement, ni pour le ménage.

Dans le programme Habiter mieux de l'Agence nationale de l'habitat, les ménages sont repérés grâce aux groupements comme Soliha. Après un audit, le logement est rénové de manière complète. Ce type d'aide est perçu par la puissance publique comme trop complexe à mettre en œuvre. Pourtant on sait qu'il vaut mieux faire tout en un, sinon on n'obtient pas les bénéfices attendus en économies d'énergie (baisse de la facture) et en confort (amélioration significative de la santé).

Actuellement ce sont les intérêts électoraux, sectoriels ou privés qui priment sur l'intérêt général. Il faut amener ce plan vers une politique de rénovation plus ambitieuse, au service de l'intérêt général. On aura des bénéfices colossaux au niveau écologique, sanitaire, social et économique.

Est-ce que tu peux nous expliquer quels sont, plus concrètement, les gains attendus ?

Tout d'abord, si on rénove les 7,5 millions de passoires énergétiques en France dans les 10 prochaines années, on génère 125 000 emplois. Cela devrait intéresser un certain nombre de politiques (rires).

Autre point, si on fait sauter plusieurs classes énergétiques à un logement, les factures diminuent durablement. On pourrait atteindre entre 500 et 1 000 € par an d'économie par ménage. L'idéal serait que les rénovations permettent d'aller vers la classe C.



Par ailleurs, pour la collectivité on a estimé qu'avec un plan de rénovation ambitieux on pouvait économiser 800 millions d'euros pour notre système de soin (rhumatologie, dermatologie, asthme) et 1 milliard pour la facture énergétique française, notamment grâce à la baisse des importations. On pourrait baisser la consommation de 50TWh par an, l'équivalent de 7 réacteurs nucléaires.

Il faut réduire notre consommation énergétique et en priorité au service des familles précaires. Les énergies renouvelables suffiront alors à remplir la mission. Avec une meilleure isolation on élimine les pointes de consommation.

Enfin, le prix de l'électricité augmentant chaque année, on peut dire avec certitude que dans 10 ans le nombre de ménages précaires aura augmenté. Or, plus on attend moins il sera possible de rénover convenablement et efficacement des logements. Ils vont se dégrader et leur rénovation sera plus coûteuse. Si on attend encore, on s'achemine vers une catastrophe énergétique, sociale et sanitaire.



Concrètement que peuvent faire nos lecteurs et lectrices qui veulent agir ?

Il faudrait une interdiction de location des passoires énergétiques et à terme une obligation de rénovation. Dans le pire des cas, le logement devrait être en classe D, c'est-à-dire dans la moyenne des logements.

La première chose à faire c'est de s'informer dans les Espaces Info Énergie au niveau régional. Malheureusement, ces services d'information ne sont plus financés par le gouvernement qui ne propose pas de dispositif d'information national en contre partie.

Il est important que les personnes déjà militantes dans des associations puissent donner des conseils sur les économies d'énergie par exemple. La rénovation énergétique des bâtiments, c'est une solution accessible pour faire valoir l'arrêt du nucléaire.

Il y a aussi des collectifs citoyens locaux qui se mettent en place en vue des élections municipales et régionales. Ils vont pousser la rénovation énergétique dans les politiques publiques locales. Elle doit être diffusée de partout au même titre que l'alimentation saine, le transport à vélo ou l'énergie renouvelable.

Mais il est compliqué de se pencher sur cette question. Il y a une multitude de propositions : commerciale, publique, au niveau national, au niveau régional. C'est un système trop complexe. Nous demandons un service public de la rénovation, un lieu de conseil et d'évaluation neutre. Très peu de personnes sont en capacité d'estimer quelles sont les bonnes solutions pour leur logement. Il peut y avoir des propositions privées mais on ne peut pas laisser les personnes face à ces offres qui sont parfois très agressives. Elles correspondent aux entreprises qui en font le commerce mais pas forcément au besoin du logement. Et personne n'a ni le temps, ni la connaissance pour faire le montage technique ou financier des dossiers de rénovations. Aujourd'hui, malheureusement, les aides publiques bénéficient en priorité aux personnes qui n'en ont pas besoin parce qu'elles savent mieux les repérer, les lire et s'en saisir. C'est donc une politique inefficace puisque les aides ne touchent pas

les cibles qu'elles sont censées toucher.

Propos recueillis par Anne-Lise Devaux